

Agriculture : une crise existentielle

Éditorial - Le Monde, Publié le 07 novembre 2019 à 10h51

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/07/agriculture-une-crise-existentielle>.

Produire moins et mieux, se passer des pesticides, garantir la santé du consommateur, protéger la biodiversité... les exigences envers les agriculteurs, souvent endettés, sont toujours plus nombreuses.

En novembre 2018, le mouvement des « gilets jaunes » révélait le malaise d'une France qui se sentait reléguée. Elle montrait la coupure béante qui s'est creusée entre les métropoles en phase avec la mondialisation et le reste du territoire composé de petites villes et de gros villages où, pour toute une frange de la population, joindre les deux bouts relève de la gageure. Un an plus tard, la situation dans le monde néorural reste explosive.

Lire aussi [« Pourquoi tout le monde se retourne contre nous ? » : le profond désarroi du monde agricole face à l'« agribashing »](#)

Cette fois, ce sont les agriculteurs qui craquent. Ils se sentent mal-aimés, remis en question dans leur rôle fondamental de nourrir la nation. Plus la cause écologique progresse, plus ils se font traiter de « pollueurs » d'« empoisonneurs », de « marchands de mort ». L'épandage des pesticides devient un sujet de conflit permanent que les maires tentent de gérer comme ils peuvent ; la défense de la condition animale donne lieu à des descentes parfois violentes dans les élevages, menées par des militants associatifs ultradéterminés.

La cohabitation avec les urbains venus se ressourcer à la campagne le temps d'un week-end ou pour y vivre à l'année s'avère de plus en plus difficile. Untel se dit incommodé par le chant du coq, un autre par les cloches du troupeau de vaches qui paissent à proximité de chez lui. Les procès se multiplient.

Des centaines de suicides

Pour protester contre cet « agribashing », la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et les Jeunes Agriculteurs ont organisé, le 24 octobre, des manifestations devant les préfectures, sans réellement convaincre : ils ont été aussitôt soupçonnés de gonfler le nombre des agressions pour qu'au fond rien ne change, pour que l'agriculture intensive perdure parce que certains continuent d'en vivre très bien.

Dans l'histoire française longtemps dominée par le poids de la paysannerie, un tel hiatus apparaît inédit. C'est comme si, au cours des trois dernières générations, un fil s'était cassé, que le rôle bénéfique des agriculteurs n'était plus reconnu. Dans l'après-guerre, ils étaient les rois, chargés de produire plus pour assurer l'autosuffisance de la France. Et, de fait, ils ont significativement contribué à élever l'espérance de vie de la population.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [La loi alimentation n'a pas dopé les revenus des agriculteurs](#)

Mais, aujourd'hui, le modèle productiviste est totalement remis en question. On veut qu'ils produisent moins et mieux, qu'ils se passent de pesticides, qu'ils garantissent la santé du consommateur, qu'ils protègent la biodiversité dans un environnement où les prix ne sont plus garantis et où nombre d'exploitants, écrasés par les dettes, ne parviennent pas à se projeter dans l'avenir. 605 suicides ont été recensés en 2015. Dans *Au nom de la terre*, le réalisateur Edouard Bergeon raconte le drame causé par cette agriculture industrielle qui a échappé aux principaux intéressés. Le film a attiré près de 1,5 million de spectateurs.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« Il est vraiment sincère, ce film » : dans les petites et moyennes villes, « Au nom de la terre » fait carton plein](#)

Une mutation est en cours : 20 % des fermes sont passées au bio, les circuits courts se développent. Les écologistes jugent le mouvement beaucoup trop lent : ils ont raison. Mais ce n'est pas en mettant en accusation les agriculteurs que la cause avancera significativement. La crise qu'ils vivent n'est pas seulement économique, elle est existentielle : en 1946, les paysans représentaient 35 % de la population active. Aujourd'hui, leur part est tombée à 2 %. S'ils détiennent encore 53 % du sol, ils ne pèsent plus que 19 % au sein du monde rural. L'enjeu n'est pas de leur faire la guerre, mais de les conforter dans la mutation en cours.